

# Carnet d'Europe

N° 03/103 du 29 avril 2019 – 2€

## Lettre d'actualité européenne

### Edito par Alain REGUILLON

*Cette lettre est publiée à un mois du scrutin des européennes qui, rappelons-le, se tiendra le 26 mai ; il n'y a qu'un tour !*

*Il me paraît donc utile de faire un point sur ce dossier au regard des informations recueillies, notamment quant aux listes en présence et aux intentions de votes.*

*Il est rageant de constater que les préoccupations nationales prennent le pas sur les enjeux européens, ce qui explique sans doute le démarrage poussif de cette campagne. Cela est tellement vrai, que 52% des Français attendent que les partis apportent des réponses sur des questions nationales.*

*Un autre point est fait sur le BREXIT, le report d'une sortie du Royaume-Uni imposant à celui-ci d'organiser des élections Européennes.*

*Pendant ce temps la vie continue dans l'Union européenne et chez ses pays membres. Alain Malégarie évoque quelques tensions qui se sont fait jour entre la France et l'Italie, mais aussi avec l'Allemagne ou encore les Pays-Bas. Il souligne la nécessité du vivre ensemble et trace quelques perspectives de ce qu'il y a à engager d'urgence.*

*Pour mieux suivre les débats, bien pauvres de cette campagne, je vous invite à être attentifs à la presse écrite, notamment une série de dossiers que publie la Croix depuis le 24 avril.*

*Vous pouvez vous rendre aussi sur l'excellent site de « touteurope.eu ». Les médias audio-visuels font un petit effort d'explication, mais comment traiter sérieusement des sujets complexes en quelques minutes ?*

*Ne manquez pas de vous intéresser à cette campagne, en espérant que cette lettre suscite votre envie.*

Lyon, le 29 avril 2019

*La lettre mensuelle d'actualité européenne est une publication de Carnet d'Europe éditée par Presse fédéraliste – ISSN : 2119-2847 Directeur de la publication : Alain RÉGUILLON - Rédacteur en chef : Alain MALÉGARIE - Presse fédéraliste C/o Maison des Européens – 7, rue Amédée Bonnet – 69006 LYON – [www.pressefederaliste.eu](http://www.pressefederaliste.eu) – [www.mde-lyon.eu](http://www.mde-lyon.eu) Les propos contenus dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs*



## Coup d'œil sur les élections européennes par Alain Réguillon

Entre le 23 et le 26 mai, les Européens de 28 pays seront appelés aux urnes pour élire leurs représentants aux élections européennes. Contrairement à toute attente, les Britanniques devront élire leurs députés puisque le Royaume-Uni a obtenu un délai de sortie jusqu'au 31 octobre. Ce délai sera-t-il tenu ? Bien malin aujourd'hui qui pourrait le dire tant le gouvernement et le parlement de ce pays sont dans l'impasse. Il faudra donc faire avec 73 députés de sa gracieuse majesté, quitte à ce qu'ils disparaissent dans quelques mois, dans quelques années ou...jamais !

Le Parlement comprendra donc 751 membres. Si les Britanniques partent un jour, il sera ramené à 705, la France retrouvant alors 5 députés supplémentaires passant de 74 à 79 représentants.

### Un scrutin qui ne passionne pas les foules !

La moyenne européenne des électeurs en 2014 était à près de 43% ; elle baisserait d'un point pour se situer à 42. La France bougerait dans les mêmes proportions. En 40 ans, la chute est de 20 points puisqu'en 1979, date de la première élection au suffrage universel direct, le pourcentage de votants était à 62.

Il faut bien sûr s'interroger sur cette érosion mais aussi la comparer, en France en tous cas, à d'autres scrutins qui ne mobilisent guère plus nos concitoyens : élections régionales et cantonales plus précisément.

67% des Européens doutent du fonctionnement démocratique de l'Union. Il est cependant intéressant de constater que 42 % des Européens font confiance à l'Union alors qu'ils ne sont que 35% à faire confiance à leur propre gouvernement (*source eurobaromètre décembre 2018*).

Nous assistons à une crise de la démocratie partout en Europe faute d'incompréhension quant aux décisions prises, quant à la façon dont elles sont prises et considérant la manière irresponsable des « Politiques » et des médias de traiter, ou plutôt de ne pas traiter ou si peu, les questions européennes et d'autres plus nationales, régionales et locales. L'élection ne confère ni le savoir, ni le pouvoir de décider sans rendre compte, ni de se dispenser de connaître l'avis des électeurs ; il serait bien que nos élus s'en convainquent !

Quant aux médias audio-visuels, ils décrochent le pompon de l'insoutenable, dimension que l'on pourrait qualifier de déni de démocratie. Selon une étude de la Fondation Jean-Jaurès portant sur l'année 2018, le temps consacré aux États membres de l'Union européenne est dans l'ensemble de 13,2% ; pour ce qui concerne l'Union, ses institutions, ses actions, ses décisions, le pourcentage tombe à...2,7 !

Le tableau ci-dessous est sidérant.

Médias	Temps consacré à la Commission	Temps consacré au Parlement
ARTE	0,97%	0,60%
20 h de France 2	0,15%	0,03%
JT Canal +	0,13%	1,12%
1945 de M6	0,07%	0,12%
19/20 de France 3	0,07%	0,12%
20 h de TF1	0,05%	0,14%

## 2014 pour référence quant au classement des votants par pays

L'abstention est très variable d'un pays à l'autre. En reprenant les chiffres de 2014, nous pouvons classer les pays en prenant pour pivot la moyenne des votants de l'Union qui se situait à 42%.

Un premier groupe se situe entre 42 et 50% de votants ; dans l'ordre d'importance : l'Allemagne, la Lituanie, l'Autriche, l'Espagne, Chypre, l'Estonie, la France se plaçant en 7<sup>e</sup> position.

Un deuxième groupe dont les votes sont compris entre 51 et 75% : Malte, à saluer avec 74,80%, la Grèce (vote obligatoire), l'Irlande, le Danemark, l'Italie et la Suède.

Un troisième groupe s'illustre par des votes à plus de 80%, où l'on trouve la Belgique et le Luxembourg, pays certes où le vote est obligatoire, comme en Grèce.

En dessous de 42% de votants, là encore trois groupes sont à considérer.

Un pays est à moins de 20% de votants ; il s'agit de la Slovaquie où seulement 13,05% des électeurs se sont déplacés.

D'autres se situent entre 20 et 30% : La Hongrie, la République tchèque, la Croatie, la Slovénie, la Pologne.

Enfin ceux qui sont entre 31 et 42% : la Bulgarie, la Finlande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, le Portugal, la Roumanie et la Lettonie.

## Projection de la composition du nouveau Parlement à 751 membres *(source : agrégat de sondages nationaux)*

Malgré une perte de près de 6 points, le Parti populaire européen (PPE) devrait rester le 1<sup>er</sup> groupe politique du Parlement avec plus de 23% des suffrages et 175 députés. L'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D) baisserait dans les mêmes proportions se plaçant toujours en 2<sup>e</sup> position avec 146 membres.

Trois autres groupes resteraient à peu près ce qu'ils sont aujourd'hui : l'Alliance des démocrates et libéraux européens (ADLE) avec 13% et 98 membres ; les verts recueilleraient 7,3% des suffrages et quelque 55 députés ; enfin, la Gauche unitaire européenne (GUE) avec 6,3% comptabiliserait 48 députés.

L'inconnu réside dans la droite eurosceptique et europhobe qui pourrait disposer de quelque 172 sièges avec un pourcentage approchant les 23%. Si elle était unie, elle serait alors le 2<sup>e</sup> groupe politique du Parlement. En réalité, elle est très divisée et pourrait se répartir dans 4 à 5 groupes. Les Non-inscrits seraient autour de 10.

La grande nouveauté de cette future assemblée est que le PPE et le S&D ne seront plus majoritaires (54% actuellement) et ne pourront donc plus s'entendre pour se répartir les postes et assurer une alternance tous les 2,5 ans à la présidence du Parlement. Quelle sera donc la coalition qui émergera de cette nouvelle configuration ? Et qu'elle sera sa conséquence la plus sensible : le choix du Président de la Commission européenne ? Souhaitons que ce Parlement reprenne de la vigueur et devienne enfin une assemblée politique de pleine exercice, ne s'en laissant plus conter par le Conseil européen (Chefs d'État et de gouvernement)

## Qu'elle est la situation française en cette fin d'avril 2019 ?

Sur les 19 listes comptabilisées, 2 ont abandonné faute d'avoir trouvé les fonds utiles à mener campagne : le « Nouveau parti anticapitaliste » (NPA) de Philippe Poutou et « Résistons » de Jean Lassalle.

Restent en lice, pour l'instant, 17 listes dont le tableau ci-dessous donne leur nom, celui de leur chef/cheffe de file et le pourcentage dont elles sont créditées (*projection de l'IPSOS, Game Changers et la Fondation Jean-Jaurès 18/22 avril*).

### Listes passant les 5%

Nom de la liste	Tête de liste	Intention de vote (en %)
La République en marche	Nathalie Loiseau	23,00
Rassemblement national	Jordan Bardella	22,00
Les Républicains	François-Dominique Bellamy	14,00
Europe écologie les Verts	Yannick Jadot	8,50
France insoumise	Manon Aubry	7,00
Place publique/parti socialiste	Raphaël Glucksmann	6,50

### Listes en dessous de 5%

Nom de la liste	Tête de liste	Intention de vote (en %)
Debout la France	Nicolas Dupont-Aignan	4,50
Génération's	Benoit Hamon	4,00
Gilets jaunes*	Inconnue	2,00
Parti communiste	Ian Brossat	2,00
Union des démocrates indépendants	Jean Christophe Lagarde	2,00
Les Patriotes	Florian Philippot	1,00
Lutte ouvrière	Nathalie Arthaud	1,00
Union pour la République	François Asselineau	1,00
<b>Autres</b> Volt France Europe démocratie espéranto Parti animalier	inconnues	2,00

\*S'il n'y a pas de liste gilets jaunes, le RN, la FI et les autres listes récupèrent chacune 0,50%

Selon cette projection, seulement 6 listes se répartiraient les 73 députés, peut-être 7, voire 8 car Debout la France et Génération.s sont très près du seuil à franchir pour obtenir des élus.

Il faut bien sûr rester prudent sur les sondages bien que ceux-ci n'aient guère évolué depuis plusieurs mois. Les deux premières listes sont au coude à coude et l'on peut regretter que, à l'image de ce que nous avons connu lors des présidentielles, il n'y ait pas un meilleur équilibre avec les autres listes. Les Républicains, comme Europe écologie les Verts mériteraient mieux que ce que projettent les sondages, car un quatuor resserrant les marges entre 15 et 22 % serait de nature à mieux représenter les Français et à redonner au pays un peu de respiration, le tête-à-tête RN/LaRem n'étant pas sain. Quant au Parti socialiste, il lui faudra revoir sa stratégie et redéfinir son projet tant national qu'europpéen s'il veut retrouver des couleurs et reprendre une place utile dans le débat politique.

Une semaine avant l'élection, nous referons un point sur les projections en espérant que nos compatriotes se ressaisissent et feront mentir les sondages, tant en ce qui concerne le nombre de votants que l'équilibre entre les listes.

## A propos du BREXIT par Alain Réguillon

Triste spectacle que celui du Royaume-Uni qui porte bien mal son nom en ces temps de BREXIT. Le désordre qui règne dans ce grand pays démocratique entre un gouvernement et un parlement qui ne sont pas à la hauteur des enjeux n'augure guère d'une sortie conforme aux intérêts des peuples de part et d'autre de la Manche. A vouloir tout est son contraire, sans fixer de cap clair, les gouvernants britanniques lassent la population et prennent le risque de raviver les tensions dans une Irlande apaisée depuis la paix de 1998.

Il ne s'agit pas ici de commenter cette incurie, mais de montrer ce que report veut dire.

**Un nouveau report.** Ne pouvant respecter la date du 29 mars, la Première ministre britannique a demandé un report fixé, dans un premier temps au 12 avril. Cela ne suffit malheureusement pas et le 5 avril, elle écrit au Président du Conseil européen pour demander un nouveau sursis. Réunis le 10 avril en Conseil européen, les chefs d'Etat et de gouvernement, après de longues discussions qui font apparaître quelques fissures dans une unité jusqu'alors solide, accordent un nouveau délai. Celui-ci court jusqu'au 31 octobre 2019. La déclaration du Conseil précise que si un accord intervient avant cette date, le retrait se fera le 1<sup>er</sup> du mois suivant. Cette même déclaration souligne aussi que si un accord n'est pas trouvé avant le 22 mai, le Royaume-Uni doit procéder à des élections. Ainsi, durant le temps de la prolongation, le Royaume-Uni reste un membre à part entière de l'Union avec tous les droits et obligations qui en découlent.

Il est peu probable que l'accord intervienne avant le 23 mai, date du premier temps de scrutin pour le renouvellement du Parlement européen. Les formations politiques britanniques se préparent donc à présenter des candidats, sans savoir combien de temps les 73 députés élus siégeront !

Dans le paragraphe 7 de la Déclaration du Conseil, il est stipulé que durant la période de prolongation, le Royaume-Uni s'engage à une coopération loyale : *« A cet effet, le Royaume-Uni doit faciliter l'accomplissement par l'Union de sa mission et s'abstenir de toute mesure susceptible de mettre en péril la réalisation des objectifs de l'Union, en particulier lorsqu'il participe aux processus décisionnels de l'Union ».*

**Les élections britanniques.** Ces élections britanniques peuvent avoir deux effets. Le premier est une exaspération du peuple qui pousse les électeurs à rejeter celles et ceux qui gouvernent et siègent à Westminster. Deux risques à cela : une forte abstention ou un triomphe pour Nigel Farage qui vient de créer le « Brexit Party » crédité à ce jour de 27% des voix devant le Labour à 22 et les Tories à 15. L'UKIP devenu un parti europhobe et anti-immigration est crédité de 7% contre 14 il y a quelques semaines, alors qu'il recueillait 26% lors du referendum de 2016

Le second est au contraire, de favoriser les partis pro-européens que sont le LiDem (libéraux et démocrates), les verts et un nouveau venu rassemblant des députés qui ont quitté le parti travailliste et le parti conservateur pour créer le « Change UK ». Si ceux-ci devaient se trouver avec un nombre significatif de députés, et si le Labour clarifie sa position pour soutenir le maintien de son pays dans l'Union, alors les cartes pourraient être rebattues.

Il faut donc, en regrettant ce triste spectacle, considérer ce scrutin comme une autre forme de referendum : souhaitons que les Britanniques soient nombreux à voter pour dire vraiment ce qu'ils veulent puisque leurs représentants en sont incapables.

**De Rififi en Rififi !** Par Alain Malégarie

**Européens, ouvrons les yeux et soyons solidaires !**

Globalement, l'Union européenne a réussi ses objectifs initiaux : elle a restauré, en 70 ans, un continent européen foudroyé par 160 guerres en deux siècles et achevés par deux guerres mondiales ; elle a aussi restauré la démocratie, la liberté et des valeurs humaines et sociales qu'une bonne moitié du monde lui envie.

Ce continent, qui avait inventé le fascisme et son avatar le nazisme, le communisme, le colonialisme, l'impérialisme, a su se redresser dans un élan de solidarité, voire de fraternité (*« nous ne coalisons pas des États, nous unissons des hommes »*, avait déclaré Jean Monnet). C'est notre continent qui a aboli à jamais la peine de mort, qui lutte (certes pas assez vite) pour l'égalité Femme / Homme, qui a redonné aux femmes la liberté de disposer de leur corps. La moitié des 196 États de cette planète lutte encore pour ces acquis qui nous paraissent, désormais, tellement « naturels ».

Sur le plan « comptable », l'UE a réussi un développement économique et social remarquable, bien qu'imparfait. 1<sup>ère</sup> puissance commerciale mondiale ; 2<sup>ème</sup> puissance économique mondiale ; 2<sup>ème</sup> monnaie mondiale ; 2<sup>ème</sup> puissance spatiale mondiale ; 1<sup>ère</sup> aide humanitaire au monde.

La croissance est (enfin) repartie depuis 2015, après la terrible crise financière que nous ont exportée les Américains. Partout le chômage a reculé de façon significative, même si quelques États membres peinent à l'endiguer (comme la France avec un taux de près de 9% !). Dans l'UE il est retombé à 6,8% et dans la zone euro il est à 7,6% (du fait de pays à fort chômage dans cette zone, comme la Grèce, l'Italie, l'Espagne et même la France).

Malgré ce bilan fort honorable, tels des enfants gâtés (par comparaison au reste du monde), nous nous chamaillons, nous allons de bisbilles en bisbilles, parfois très mesquines, entre nous, Européens, volontairement aveugles face aux défis du monde !

Nous oublions notre passé tragique (jamais irréversible), et ce que nous avons réussi à faire, en 70 ans !

Nous renouons peu à peu à nos valeurs fondamentales : la fraternité et la solidarité.

Beaucoup d'Européens n'iront pas voter, d'autres choisiront le repli national, malgré les enseignements que l'on pourrait tirer du Brexit (qui commence à peine) ! Et les citoyens continuent à être peu informés (voire désinformés) sur les enjeux européens, et sur les acquis sociaux ! Faute aux politiciens et aux dirigeants européens, schizophrènes sur le fait européen, et à nombre de médias qui refusent d'informer, aussi.

Voici un bref résumé de comportements qui nous fragilisent, face aux puissances émergées et émergentes ébahies de l'aubaine qu'on leur offre ! Nous cultivons, avec un art consommé du suicide collectif, les rififi et provocations entre nous depuis quelques mois. Les historiens jugeront notre génération avec sévérité, si elle conduit au désastre ou au gâchis à cause de nos caprices d'égo et de nos égoïsmes grandissants. Sans union des Hommes, sans solidarité ni fraternité, nous courons à ce désastre.

Commençons donc par voter le 26 mai prochain, trop de nos concitoyens n'ont toujours pas pris conscience que l'Europe est à la fois notre quotidien et notre avenir !

Des divergences ou mésententes démagogiques à répétition, nous n'en manquons pas, hélas. Souvent à usage politique interne d'ailleurs. Résultat : l'UE est contestée de l'intérieur, et attaquée de l'extérieur. On a tout faux ! Voici quelques exemples pour illustrer mon propos.

**La crise (éphémère) diplomatique entre la France et l'Italie.** En fait, on a eu beaucoup de bruit pour pas grand-chose. Commedia dell Arte ?

Un rappel temporaire de l'ambassadeur de France en Italie n'a rien à voir avec une rupture des relations diplomatiques. Heureusement. Au vu des liens d'amitiés très forts entre nos deux peuples, sur le plan culturel déjà, ce serait tragicomique. Mais tous les dix à quinze ans, les deux principales « cigales » de la zone euro se fâchent, et puis se raccommoient. Je ne sais plus qui a dit : « *l'Italie, c'est la France en pire !* ». Deux membres fondateurs de l'UE, tellement proches, tellement pareils....

Une rupture lourde serait catastrophique, davantage pour l'Italie, surtout au plan commercial. Si l'Italie s'est donnée (temporairement) à un régime d'extrême droite et europhobe avec la paire (bancale) « Ligue/ Mouvement 5 étoiles », c'est en partie de notre faute.

L'Italie, avec la Grèce, Chypre et Malte, est en première ligne pour les flux migratoires. Elle a accueilli plus de 650 000 migrants depuis 2015. La France, toujours « donneuse de leçons » à la terre entière (les partis politiques changent, mais pas les politiques menées ni l'arrogance !) en a accueilli 30 000. Pour un pays riche, et de 67 millions d'habitants, c'est indigne ! En outre, nombre de politiciens, voire de médias confondent sciemment migrants et réfugiés, ce qui est un comble.

Bref, nous n'avons jamais aidé les Italiens face au pic du flux migratoire de 2015. Seule madame Merkel a été la conscience humanitaire de l'Europe, et l'Italie y a largement contribué.

Après, on s'invective, Di Maio (leader du Mouvement 5 étoiles) nous a provoqué en soutenant les gilets jaunes (dont une part importante est d'obédience d'extrême droite) et Salvini (La Ligue) insulte Macron chaque fois qu'il le peut. D'où ce refroidissement diplomatique.

Outre la politique migratoire (qui est loin d'être réglée, d'autant que suivront des dizaines de millions de réfugiés climatiques), la zizanie se nourrit de plusieurs affaires.

La liaison Lyon-Turin, qui est un sujet depuis 30 ans, dont la construction du tunnel a commencé du côté français, est un important ouvrage cofinancé par l'UE. Mais en panne côté italien ! Suscitant même une crise entre les deux partis actuels qui gouvernent l'Italie : Salvini est pour cette liaison ferroviaire ; Di Maio farouchement contre. Certes, ce tandem insolite ne gouvernera pas éternellement (18 mois en moyenne pour la pérennité d'un gouvernement en Italie !), mais il y a le risque que l'UE se retire du projet et que l'on perde alors des centaines de millions d'euros !

Il y a des frictions aussi sur un projet de consortium dans les batteries européennes entre nos deux pays ; idem pour le tourisme maritime qui devient un tourisme de masse, avec de gros bateaux de croisière entre MSC et Ficantieri.

## Le cavalier seul de l'Italie et de l'Autriche face à la Chine

Cerise sur le gâteau, le gouvernement italien fait cavalier seul, sans aucune consultation avec ses partenaires européens, en signant un énorme accord commercial avec la Chine, sur la nouvelle route de la soie, pour un montant de 20 milliards €. De ce fait, l'Italie est le premier pays occidental à adhérer aux Routes de la soie. Les Chinois ont la même technique que Trump : diviser les Européens en les « traitant » de façon bilatérale (alors que l'UE résiste aux Chinois en faisant bloc à l'OMC pour que la Chine daigne accepter les règles de droit de l'OMC...)

L'Autriche à son tour vient de signer un accord similaire avec la Chine. Encore une bonne nouvelle pour Trump et Xi Jinping ! Mais un bon point : lorsqu'il a reçu Xi Jinping à Paris durant 3 jours, Emmanuel Macron a refusé de signer un accord bilatéral, au profit de l'UE, arguant qu'il n'y a pas encore de relations économiques équilibrées entre l'UE et la Chine. En plus, en affaires, les Chinois sont très durs, redoutables, en rachetant massivement (et même en faisant monter les prix) les ports et infrastructures (Pirée en Grèce, Colombo au Sri Lanka), « l'EDF portugais », les terres à blé en France, depuis qu'ils se sont mis à la baguette de pain.

La réciprocité des règles demeure un vrai problème côté chinois, malgré quelques progrès.

A ce sujet, il faut vraiment et urgemment que l'UE se renforce (sur un plan fédéral, donc politique), pour tenir tête à de telles puissances. L'UE actuelle est trop faible, ses dirigeants l'ont hélas voulu ainsi, et pendant ce temps-là, la Chine avance ses pions partout en Europe et dans le monde.

## Encore du « rififi » entre le gouvernement français et néerlandais. Ça c'est plus rare !

La brouille concerne, paradoxe, un de nos fleurons dans l'aviation civile européenne (on a déjà le champion Airbus), la compagnie aérienne Air France/KLM. De quoi s'agit-il ? Le gouvernement néerlandais a racheté une participation de 12,6% dans le capital de cette belle et prospère compagnie aérienne. En soi, ce n'est pas un crime, vu que la France détient aussi environ 12% de ce même capital. Le hic est que le gouvernement des Pays-Bas ne se serait pas concerté avec le gouvernement français (pour deux pays fondateurs de l'UE, ça la « fiche » mal !). Le communiqué français a parlé de « geste inamicale et inédit ».

En fait, les Néerlandais veulent être traités d'égal à égal, craignant d'être victimes de la réorganisation d'Air France, et donc d'une perte de puissance au profit d'Air France et de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle, comme hub important. La confiance règne, entre États « amis ». Ils soupçonnent en effet le canadien à la tête de ce consortium de faire le jeu de la France (cousin québécois, peut-être ?). Bref, en siégeant au conseil d'administration du consortium, via un représentant d'État, ils seront bien informés de cette réorganisation.

Là encore, les gouvernants chinois et américains ont bien dû se marrer...

## Vous me direz, « certes, mais on a encore le couple franco-allemand » !

Et bien, désolé, pas vraiment. Les divergences se multiplient ces temps-ci. Au risque de me répéter, pour moi, les deux « vrais » couples franco-allemands, sincères, furent Konrad Adenauer/Charles de Gaulle et Helmut Kohl/François Mitterrand (en troisième, je mettrais, à un degré moindre, Helmut Schmidt/Valéry Giscard d'Estaing). Les autres sont des couples d'opérettes, de circonstance. Comme le dit si bien Sylvie Goulard, qui a le sens des formules : « le couple franco-allemand ? C'est amour... mais chambre à part ! ».



Il est vrai que depuis des années, une incompréhension s'est installée entre un pays « fourmi » qui s'est vraiment réformé, avec des résultats exemplaires, presque insolents (exportations massives, taux de chômage très bas, niveau de vie en hausse, etc.), et un pays « cigale » la France, de plus en plus décrochée malgré les satisfecit officiels depuis 20 ans !! (On est 8<sup>ème</sup> en niveau de vie-pouvoir d'achat, le critère de mesure le plus pertinent à mon sens). Et l'Inde vient de nous passer devant, nous reléguant à la septième position au classement mondial du PIB. C'est curieux, on en parle peu parmi les gouvernants du moment. Un oubli, sans doute...

Certes, ce couple a voulu, à bon droit, créer un géant européen de l'industrie ferroviaire (comme pour Airbus), en fusionnant Alstom-Siemens, mais cette opération a reçu un veto de la Commission européenne, qui est dans son rôle de « garante de l'intérêt général », soucieuse de veiller à une « concurrence libre et non faussée ». Car les autres grands pays européens y voyaient, justement, une concurrence faussée, un quasi-monopole du train et des infrastructures. Les syndicats aussi n'en voulaient pas, craignant des licenciements massifs, comme souvent dans toute fusion... La Commission n'a pu donc valider ce (beau) projet, défendu par... 2 pays protagonistes. C'est dommage, car là, cela nous donnait un avantage concurrentiel face aux Chinois (qui en rient encore !) et autres mastodontes.

Il faudra vraiment, lors de la prochaine mandature (Commission et Parlement) revoir ces règles de concurrence (assouplir ?) car on a raté le coche sur ce coup-là. L'UE ne peut plus agir que sur le « seul droit » face à des États-voyous. Il est temps de se renforcer, et de protéger – ou développer – nos fleurons industriels. On a tous les atouts sur le ferroviaire (comme Airbus) : profitons en vite !! La concurrence arrive, elle sera impitoyable...L'UE devra évoluer et cesser de privilégier la politique de la concurrence au détriment de la politique industrielle européenne.

Il est de plus en plus évident que les sujets de divergences plus ou moins profonds s'accumulent entre Français et Allemands. Sur l'accord commercial UE/USA, voilà que la France adopte une position très stricte face aux USA, alors que l'Allemagne (qui exporte énormément plus que nous aux États-Unis) veut des négociations plus consensuelles.

Sur les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite, dictature cynique, sordide et criminelle dans sa guerre au Yémen, là c'est carrément le divorce entre Merkel et Macron.

Dès que le journaliste saoudien Kashoggi a été assassiné dans un consulat à Istanbul sur ordre du gouvernement saoudien (les faits sont établis), l'Allemagne, et d'autres pays de l'Union ont stoppé immédiatement leurs ventes d'armes à ce pays. La France, « patrie des Droits de l'Homme », elle, continue !! Cherchez l'erreur.

Il est vrai que la France est un excellent exportateur d'armes de tout genre (1,38 milliards € de ventes d'armes à la seule Arabie Saoudite en 2017 !). Cette activité florissante ne fait pas une balance commerciale prospère, cette dernière restant très déficitaire, de 50 à 100 milliards € par an depuis plus de 10 ans ! Mais sans les armes, ce serait pire !!

Et les ventes d'armes létales, c'est 400 000 emplois en France ! Les emplois contre la morale ! Les associations mondiales protestent, dénonçant la France de vendre des armes « offensives » et non « défensives », utilisées (malgré le déni récent de la ministre de la défense Florence Parly) par la dictature saoudienne pour bombarder des civils adultes et enfants au Yémen, contre les rebelles Yutis soutenus par l'Iran. Cela pose donc un problème moral à la France qui prend le risque d'être accusée (ONG, ONU) de « crimes de guerres » et même de « crimes humanitaires ». Pour la Patrie des Droits de l'Homme, c'est problématique, voire irresponsable.

François Hollande, qui n'a pas laissé que de bons souvenirs (!) avait, lui, refusé de vendre deux frégates de guerre à Poutine lorsque ce dernier avait annexé de force la Crimée. Les temps changent...

Ce qui me navre c'est que, sur ce sujet comme tant d'autres, il n'y pas de débat en France. Alors que c'est un problème moral...

Autre divergence notoire, sur le Brexit (qui n'en finit pas de finir). Emmanuel Macron a adopté une posture très ferme (trop ?) sur la rallonge de négociation entre l'UE et le Royaume-Uni alors qu'Angela Merkel, elle, prônait une durée d'un an. Macron, même si je pense que sur ce point il avait raison (car sur quoi donc va-t-on renégocier ?!) s'est retrouvé assez seul sur cette posture rigide. Et comme toujours, le Conseil européen a trouvé un compromis: ce sera 6 mois, soit jusqu'au 31 octobre. Donc, cela ne servira pas à grand-chose. En plus, le 31 octobre, c'est Halloween. Mais ... ne soyons pas superstitieux !!

Autre sujet de discorde : la taxation des GAFA (Google, Apple, Face book, Amazon). Ces championnes du numérique sont taxées en moyenne à 9% au lieu des 23% pour la taxation des entreprises en UE, ce qui est une profonde injustice fiscale ! Et la France s'est retrouvée bien seule, avec l'Autriche, pour enclencher une taxe « nationale » à leur encontre (3% sur le chiffre d'affaires de ces GAFA, c'est bien peu mais c'est un début ?) ; mais ça fait déjà hurler Trump. C'est bon signe.

Là, il faudra vite revoir cette règle absurde de l'unanimité en matière de fiscalité. Car 24 pays sont pour la taxation sur les GAFA. Seuls 4 pays sont contre, et représentent moins de 8% de la population de l'UE (Irlande, Suède, Danemark et Finlande). Le Commissaire européen Pierre Moscovici a d'ailleurs incité à utiliser l'opinion publique, les citoyens « pour qu'ils agissent sur leurs gouvernements afin que ceux-ci acceptent de mettre fin à l'unanimité en matière fiscale ». A la bonne heure ! On ne peut qu'être d'accord. A mettre en haut de la pile des réformes à faire, dès que la Commission sera installée, à l'automne 2019.

### **Attaquée » de l'intérieur et de l'extérieur, l'UE résistera-t-elle ?**

Autre énorme problème. Non seulement, nos États sont égoïstes, et c'est chacun pour soi, mais nous sommes attaqués aussi de l'extérieur. L'UE reste un nain politique, selon la formule de Jacques Delors.

Outre la Chine, l'oncle Sam nous pose problème. Ainsi, face au principe d'extraterritorialité qu'impose l'Amérique au monde entier, interdisant à tous ses partenaires commerciaux de commercer avec des Etats voyous dont elle dresse -unilatéralement- la liste, l'UE bricole pour l'instant un système de troc complexe, dénommé INSTEX, et censé contourner ce diktat illégal.

L'UE n'est pas une entité fédérale, et là, elle va le payer cher. Après l'Iran, Trump nous demande à présent de ne plus commercer avec Cuba. Ça ne s'arrêtera pas, avec lui ! Car l'UE est le premier partenaire commercial de Cuba, avec pas mal de fleurons français comme LVMH, Areva. L'UE va sans doute porter cette affaire devant l'OMC, le « juge de paix ». Après tout, elle reste forte à l'OMC. Les célèbres motos Harley Davidson sont très taxées depuis juillet 2018 en Europe, et cette prestigieuse marque a menacé de s'installer dans l'UE et l'a dit à Trump. Comme quoi, quand l'UE a la volonté politique, on peut répliquer. A méditer...D'ailleurs, ce seul exemple devrait nous inciter à nous unir profondément, plutôt que nous diviser...

L'UE est une réussite globale, mais pourrait faire mieux encore, et plus vite, si nous dépassions nos égoïsmes et querelles intestines, totalement inefficaces et désuètes face aux enjeux climatiques, migratoires et à la sauvegarde des valeurs humaines du monde !

Le problème, ce sont les États-nations, pas « l'Europe » comme ils disent ! Il suffit de lister nos faiblesses, dont ils sont depuis 20 à 30 ans responsables.

Pour pouvoir changer l'UE, il faudra changer nos dirigeants. Vaste problème ! Car une grande partie des faiblesses, voire des échecs de l'UE, proviennent de leur attentisme, attermoiement, renoncement, lâcheté et mésentente entre eux.

Je ne ferai ici que lister les plus importantes de ces faiblesses :

- un budget insuffisant
- des économies encore trop divergentes pour relancer davantage croissance et emploi ;
- pas d'harmonisation fiscale et sociale
- zone euro à consolider, avec une union bancaire, une union de capitaux et un ministre de l'euro
- élargir les compétences de la BCE pour faciliter la solidarité entre les Etats
- diplomatie de l'UE trop faible
- poids géopolitique très insuffisant au regard du poids économique de l'Europe
- toujours pas d'Europe de la défense, l'UE reste sous domination américaine via l'OTAN.

Face aux risques de menace des États géants, émergés ou émergents, l'Europe est faible pour sa sécurité, ne parle pas toujours d'une seule voix, réplique peu aux agressions économiques (taxes sur les exportations européennes, interdiction de commercer avec des États sur liste rouge, et de commercer en euro !)

Or, on observe une UE qui se fissure, ou se divise plus que jamais (Nord/Sud ; Est/Ouest). L'adage « *l'Union fait la force* » est absolument nécessaire face aux défis – et dangers – d'un monde en plein essor et parfois dangereux.

### **Alors, que faudrait-il faire urgemment ?**

Le temps presse, et il serait temps de surmonter nos attermoiements et divergences plus ou moins profondes.

Entre nous, il faudrait enfin faire converger nos économies, et rapprocher nos comportements sur les déficits, sur la compétitivité (créer des champions industriels européens)

A l'extérieur, il faudrait donner plus de poids géopolitique à la zone euro (on est quand même 340 millions d'habitants à utiliser cette monnaie). On est fort à l'OMC, alors soyons fort au Conseil de sécurité de l'ONU, avec un seul siège européen. France et Royaume-Uni, c'est ridicule (on ne peut pas mettre notre veto, Chirac a reculé en 2003 sur l'Irak, malgré le discours de Villepin à la tribune de l'ONU).

Il faudrait aussi avoir une vraie procédure contre l'extraterritorialité des USA et demain sans doute des protections vis-à-vis de la Chine.

Le plus gros enjeu de l'UE, pour son poids comme pour l'emploi, est de développer une vraie politique industrielle européenne. Nous unir, et pas nous concurrencer, ce qui serait à terme suicidaire ! On a réussi Airbus, Galileo (à usage civil seulement), Copernicus, l'Europe spatiale. Faisons des champions industriels du ferroviaire (Alstom + Siemens), des batteries, du numérique, de la voiture à hydrogène et/ou électrique.

L'enjeu est de maintenir, en 2040, l'UE à la 3<sup>ème</sup> place mondiale derrière la Chine puis les USA, sinon l'Inde nous passera devant, puis d'autres.

Pour cela il faudra aussi un vrai budget de la zone euro, conséquent, pour faire des investissements massifs, avec des partenariats publics / privés. On a le potentiel d'ingénieurs encore. Il faudra des moyens (gare à la fuite des cerveaux, des chercheurs).

On a créé un bel outil, l'euro. Il faut le fortifier !

Notre avenir dépendra de l'innovation, de la recherche, de la compétitivité et surtout de notre solidarité entre nous, Européens.

Je m'adresse aux Jeunes : d'ici 15 à 20 ans, vous aurez changé de métiers. 1 métier sur 5 aura disparu. 2 métiers sur 5 n'auront pas disparu mais exigeront de nouvelles méthodologies, de nouveaux process.

L'emploi à plein temps et sur un même poste, c'est fini. Même pour les fonctionnaires ! Avec ou sans l'ENA...

### **Les prochaines conférences sur les élections européennes**

*(Elles sont assurées par Jacques Fayette, Alain Malégarie et Alain réguillon)*

**Le jeudi 2 mai à Pressiat (01) et Le Teil (07)**

**Le vendredi 3 mai à Valence (26)**

**Le mardi 7 mai à Bron (69)**

**Le jeudi 9 mai à Lyon-mairie du 6<sup>e</sup>- (69)**

**Le lundi 13 mai à Messimy (69)**

**Le Mardi 14 mai à Vaugneray (69)**

**Le mercredi 15 mai à Givors (69)**

**Le Jeudi 16 mai à Saint-Etienne (42)**

**Le mercredi 22 mai à Brioude (43)**

**A noter aussi**

### **La semaine de l'Europe du 20 au 26 mai**

Café des Fédérations, salle Ripaille – rue du Major-Martin à Lyon 1<sup>e</sup>

*Animations, soirées thématiques, stand de livres sur l'Europe et documentation, débats*

**Soirée électorale le dimanche 26 mai à partir de 18 h 30**

# **LE 26 MAI, JE VOTE !**